



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Chine

Question au Gouvernement n° 1388

Texte de la question

RELATIONS FRANCO-CHINOISES

M. le président. La parole est à M. Jean-Marie Le Guen, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Jean-Marie Le Guen. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, vous revenez ce matin même de Pékin, où s'est tenue une réunion très importante du dialogue stratégique économique et financier entre la France et la Chine. La tenue de ce type de réunions a été décidée à la suite du voyage du Président François Hollande en avril dernier, afin d'aborder la question du rééquilibrage à la fois commercial et en termes d'investissement entre nos deux pays.

Cette visite intervenait par ailleurs dans un contexte très particulier : la Chine a tenu une réunion politique majeure ces dernières semaines, qui programme pour les dix années à venir le fonctionnement de son économie et, plus largement, de sa société. D'autre part, nous sommes à la veille de la célébration du cinquantenaire de la reconnaissance de la Chine par le gouvernement français, et donc au cœur d'une série d'échanges importants entre les responsables politiques des deux pays.

Dans ce contexte, mes questions, monsieur le ministre, portent sur trois sujets. Tout d'abord, quels éléments avez-vous bien voulu communiquer aux autorités chinoises et que vous ont-elles répondu sur la place des investissements chinois dans notre pays ? Ensuite, où en est-on de l'internationalisation du yuan et tout particulièrement du rôle que peut jouer la place de Paris dans ce processus, car nous savons tous qu'il y a là un enjeu majeur pour l'économie française ? Enfin, nous savons aussi combien la Chine s'investit depuis plusieurs années en Afrique : comment pourrions-nous jouer un rôle positif de sorte qu'une coopération franco-chinoise se noue sur ce continent ? Je vous remercie, monsieur le ministre, de nous éclairer sur ces trois questions importantes. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances. Je viens en effet, monsieur le député, de passer 48 heures en Chine où se réunissait pour la première fois le dialogue de haut niveau institué par les deux présidents lors de la visite à Pékin du Président Hollande. À ce jour, un tel mécanisme n'existait qu'avec les États-Unis et le Royaume-Uni ;...

M. Philippe Cochet. Et l'Allemagne ?

M. Pierre Moscovici, ministreil s'agit donc d'une élévation du niveau de notre coopération et de notre dialogue. *(« Ça vous grandit ! » sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Philippe Meunier. Vous parlez d'aéroport ?

M. Pierre Moscovici, ministre. Je m'y suis rendu avec les responsables des grandes institutions françaises et les principaux représentants de mon administration, et j'ai rencontré sur place deux vice-premiers ministres. (*« Toujours plus haut ! » sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Yves Censi. Le haut niveau, ça l'intéresse !

M. Pierre Moscovici, ministre. La réunion avait en effet pour thème le rééquilibrage de nos relations, à la fois en termes de commerce et en termes d'investissements. En effet, les investissements français en Chine représentent quinze milliards d'euros, contre 3,5 milliards seulement pour les investissements chinois en France. Je crois que nous avons bien avancé sur les thèmes en discussion. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) N'aimez-vous pas vraiment la Chine, mesdames et messieurs de l'opposition, et ne souhaitez-vous pas que nous puissions échanger avec ce grand pays, qui est la deuxième puissance économique du monde ? (*Même mouvement.*)

Poursuivons donc. S'agissant de l'internationalisation du yuan, j'ai expliqué à nos amis chinois combien la place de Paris, parce qu'elle est technologiquement avancée, parce qu'elle est dans la zone euro et parce qu'elle est en lien avec l'Afrique, pouvait être le *leader* en la matière, et ils en conviennent.

Ensuite, nous avons aussi avancé sur les questions de gouvernance mondiale, et notamment sur le souhait de la Chine de pouvoir organiser un sommet du G20. Enfin, pour ce qui concerne le rééquilibrage des investissements, nous avons exploré toutes les possibilités, avec l'idée que les investissements chinois en France étaient et seraient les bienvenus, dès lors que nous y trouverions un intérêt en termes de création d'emplois et que nous préserverions nos intérêts stratégiques ainsi que notre souveraineté.

M. Pierre Lellouche. Il n'y a pas d'investissements chinois en France !

M. Pierre Moscovici, ministre. C'est ainsi que nous avons bien préparé la visite du Président Xi Jinping, qui aura lieu pour le cinquantenaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la France : ce sera un grand moment ! (*Applaudissements sur certains bancs du groupe SRC.*)

M. Claude Goasguen. Et l'Afrique ?

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marie Le Guen](#)

Circonscription : Paris (9^e circonscription) - Socialiste, républicain et citoyen

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1388

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [28 novembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [28 novembre 2013](#)